

**Consultation publique de l'ARCEP
relative à l'analyse des marchés des services de capacité**

Réponse de l'Avicca (mai 2009)

Le marché des entreprises est considérable en valeur (plus de 15 milliards d'euros), mais la disponibilité et le coût des services est également un enjeu majeur en termes d'aménagement numérique du territoire. La localisation d'entreprises, ou d'établissements à valeur ajoutée de ces entreprises sur les territoires a en effet un impact sur l'emploi, direct et indirect, mais aussi sur les ressources fiscales qui permettent d'aménager les territoires. Inversement des coûts de communications électroniques élevés sont un frein à leur usage, et donc à la compétitivité des entreprises.

On constate aujourd'hui une énorme disparité de coûts pour les entreprises, entre des zones de fortes concurrence et la majorité du territoire, d'abord sur l'accès à des offres « catalogue », et a fortiori avec les offres sur mesure.

De nombreux facteurs poussent les entreprises à avoir des réseaux externes aussi performants, en termes de débit et de coûts, que leurs réseaux internes : multiplication des établissements, liens à flux tendus avec les donneurs d'ordres et sous-traitants, travail à distance, sauvegardes de données, utilisation de logiciels en ligne, visioconférence et téléprésence etc.

Cependant les besoins des entreprises sont disparates suivant la nature de leurs activités et il est difficile de prédire les évolutions de besoins. Dans ces conditions, seules les zones à fort potentiel font l'objet de déploiements de réseaux capillaires en fibre optique jusqu'aux parcelles ; sur les autres, il s'agit de tirer des fibres au cas par cas, avec des frais d'accès au service très important, souvent rédhibitoires pour les PME. Les cartes publiées dans la présente consultation ne rendent pas compte de cette disparité de situation à l'échelle des zones d'activités et des communes.

Il convient également de noter que la majorité des entreprises ne sont pas installées dans des zones d'activités spécifiques, mais se retrouvent en milieu urbain mixte.

Les zones d'activités ne seront pas impactées par le mouvement vers le FTTH grand public. Dans les zones mixtes denses, l'impact du FTTH sera variable. En l'état actuel, les immeubles mixtes pourront bénéficier de la fibre, et le génie civil de leur desserte est compris dans l'offre FTTx de France Télécom. Le raccordement des immeubles professionnels en milieu urbain ne peut, en l'état actuel, en bénéficier. Même chose dans les zones d'activité, mais avec en plus des longueurs moyennes de raccordement par entreprise beaucoup plus importantes. Aujourd'hui les disparités tarifaires du génie civil accroissent ces inégalités.

Il est indispensable de réduire ces disparités, d'autant qu'on voit peu de justifications à un coût de construction plus important, au mètre linéaire de génie civil, suivant qu'il s'agisse de desservir un immeuble d'entreprises plutôt que de logements.

En conséquence l'Avicca demande que l'accès au génie civil de l'opérateur historique pour tous les immeubles professionnels :

- permette, au niveau opérationnel, les deux options : fibrage systématique ou sélectif à la demande (micro ou sous-tubages etc)
- soit aligné au niveau tarifaire avec l'offre FTTx régulée

L'Avicca demande également que l'ARCEP et les autorités de la concurrence puissent exercer un contrôle des offres sur mesure afin d'éviter des comportements prédateurs, notamment dans les zones où sont déployés des réseaux d'initiative publique.

http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consult-adm-sva-280409.pdf